



Discours (peu) académique

FEMI OSOFISAN enseigne le théâtre à l'Université d'Ibadan. Il est aussi acteur et écrivain. Quand Soyinka enseignait à Ibadan, Femi y finissait ses études ; comme Soyinka, Femi se veut un écrivain engagé ; il était en 1983 l'un des principaux éditorialistes du Guardian, un journal d'information et d'opinion qui jouissait d'une large estime.

Universitaire, écrivain, Femi Osofisan est bien conscient de la contradiction qui existe entre des prises de position violemment hostiles à l'ordre — ou plutôt au désordre — établi et une situation sociale et intellectuelle privilégiée, dans une université qui est toujours un des centres d'« excellence » et de pouvoir du continent et du pays.

Mais il ne cherche pas refuge dans la démagogie, l'utopie ou la fuite : comme Wole Soyinka, il pousse la contradiction jusqu'à ses plus extrêmes limites. La liberté « académique » peut, dans le Tiers monde, être une arme. Le texte qui suit montre comment elle peut être utilisée.

A.R.

« LES HUMANITÉS » CONTRIBUENT-ELLES A L'HUMANISATION ?

La coutume voudrait que l'orateur commence par déclarer combien il est sensible à l'honneur qui lui échoit d'avoir été choisi pour prendre la parole devant une telle assemblée. Il est vrai que la circonstance qui nous réunit semble exceptionnelle autant qu'encourageante. C'est en tout et pour tout la deuxième fois de toute notre histoire universitaire qu'est organisée une telle leçon, publique et solennelle.

Mais, pour être tout à fait franc, je me sens beaucoup moins honoré que glacé d'effroi ! Quand je contemple cette honorable assemblée, quand je reconnais les professeurs éminents qui m'entourent et perçois l'attente de ces jeunes auditeurs, j'avoue devoir réfréner en moi la pressante envie de me ruer vers la sortie...

Qui suis-je donc pour oser dissenter sur quelque sujet que ce soit dans cette salle où se trouvent réunis mes propres maîtres ? Quelle sorte d'insolence me pique, moi, malhabile apprenti, pour risquer mon balbutiement dans ces lieux tout imprégnés de leur sagesse ?

Mon seul réconfort réside cependant dans la double nature de mon anxiété. Si je suis effrayé d'avoir à prendre la parole, je le suis également à l'idée de me taire. La tradition dominante des milieux intellectuels nigériens, et spécialement au sein de notre corps enseignant, est celle du « féodalisme académique », selon l'expression de George Steiner (1). Les étudiants, conformément à ce que l'on nous dit et nous redit constituer une authentique tradition africaine, sont censés écouter passivement, ingurgiter mécaniquement et débiter sans la moindre interrogation le message éclairé de leurs aînés et de leurs professeurs. Ils ne doivent en aucun cas répliquer à leurs supérieurs, tout au moins s'ils ont l'intention de réussir à leurs examens. Soumis à cette anachronique mais puissante idéologie du mutisme et de la soumission, ils apprennent tout par cœur ; la connaissance est « fétichisée », congelée par des épistémologies mécaniques.

Vous comprendrez alors, M. le Doyen, que je sois tout tremblant de me trouver ici en ce moment. Martin Luther King, quand il s'adressa depuis la colline du Capitole à ceux qui l'avaient suivi dans la marche historique sur Washington, commença par leur dire : « J'ai fait un rêve ». Mais, aujourd'hui, si je regarde au-delà de ce bâtiment qui symbolise l'histoire de l'intellectualisme nigérian et où je me suis inscrit avec enthousiasme comme étudiant la première fois il y a quinze ans, je n'aperçois que des rêves brisés.

* Extraits du texte de la leçon solennelle prononcée le 9 janvier 1981 devant la Faculté des lettres de l'Université d'Ibadan.

(1) G. Steiner, *Language and silence*, Londres, Penguin Books, 1969.

Vous remarquerez, tout au long de cette leçon, combien j'en suis venu à me séparer de mes maîtres et de nos traditions pédagogiques. J'espère que vous voudrez bien me pardonner cette déviation, mais j'ai fini par apprendre que, sans le secours de l'hérésie, personne ne peut entreprendre le chemin qui mène vers la connaissance. Je vous en rends grâce, à vous, mes professeurs ici présents dont j'ai répudié la *Weltanschauung* essentiellement oligarchique. Permettez-moi de vous exprimer mon immense gratitude, car, si vous ne m'aviez pas tant appris, je n'aurais pas eu tant à désapprendre.

Bien sûr, toute révolte commence par une déception ; tout départ, par un retour raté. C'est ma révolte contre la culture intellectuelle nigériane, telle qu'elle a pris sa source et s'est répandue depuis Ibadan, qui sera l'objet de mon discours d'aujourd'hui : Les « humanités » contribuent-elles à une plus grande humanisation ?

Cette question peut être posée en d'autres termes : quelle a été la contribution des « humanités » — et plus précisément de la Faculté des lettres, de *notre* Faculté — au développement d'une société plus humaine dans notre pays ? Ou bien encore : quelle a été la pertinence de nos disciplines académiques au regard des problèmes affrontés par notre pays dans sa lutte historique pour une société plus humaine ? Dans sa lutte, si vous préférez, contre les morsures corrosives de l'anarchie ?

Il y a bien d'autres formulations possibles, mais le problème essentiel demeure toujours le même : le rapport de nos « humanités » à l'humanisation. Le seul fait de poser cette question laisse déjà entrevoir la possibilité d'y répondre par la négative. Une telle question serait hors de propos, sans consistance, s'il n'y avait précisément les preuves, et les preuves écrasantes, de la stérilité totale ou partielle de nos études littéraires à l'égard de nos aspirations nationales.

J'évoquais à l'instant des rêves brisés ; permettez-moi de m'étendre brièvement sur cette désillusion et sur cette stérilité de nos disciplines, et de le faire d'une façon quelque peu personnelle. C'est le dramaturge qui fait ici appel à votre indulgence. Si je parle de moi-même et de mon expérience, c'est en guise de procédé artistique. Les critiques littéraires ici présents reconnaîtront immédiatement un artifice poétique : l'emploi du pronom personnel comme métaphore évoquant une situation beaucoup plus générale. Ainsi, ce que je dirai de moi-même évoquera en fait le parcours de toute une génération, cette génération de Nigériens nés pendant ou immédiatement après la Deuxième Guerre mondiale. C'était le temps des premiers frémissements des luttes nationalistes ; nous sommes allés à l'école dans les premières années de l'indépendance et sommes devenus adultes à l'époque tragique des coups d'État et des bruyants régimes militaires...

... L'année écoulée du régime civil ne peut être considérée comme une réussite, si ce n'est dans les discours à caractère budgétaire. L'actualité n'a été qu'une suite ininterrompue de crises et de scandales. Les divisions et les contradictions de notre ordre social — dans ses dimensions économiques, politiques, sociales, etc. — se sont aggravées de façon alarmante. Quelques hommes d'affaires ont peut-être le sourire ;

mais les ténèbres obscurcissent de plus en plus l'existence des pauvres gens.

Soyez attentifs à cette liste : les meurtres rituels d'Ijaye et Oron ; les appels stridents à la balkanisation (ce que l'on appelle l'« étatisme ») à Kaduna, Oyo, Calabar, Port Harcourt, etc. ; les persécutions politiques à Ilorin et ailleurs ; les licenciements d'ouvriers chez Cadbury, Michelin et bien d'autres ; la débauche de morts sur nos routes et dans nos transports aériens ; les inondations et les destructions à Ibadan, Ojirami, Kano ; les incendies dévastateurs à Aba ; l'érosion persistante des sols à Enugu et ailleurs ; la pollution pétrolière le long de nos rivages ; la violence religieuse à Kano ; les incessantes querelles et le surpeuplement des prisons... Dites-moi quel autre terme que celui d'anarchie, ou ses synonymes, peut décrire l'état d'une société où tous ces désastres, et bien d'autres encore, ont fourni les gros titres des journaux en une seule année !

Il est tentant de vouloir explorer les raisons profondes de cette succession ininterrompue de malheurs s'abattant sur notre société ; de se demander par exemple si, en dépit de la rapide succession des acteurs sur notre scène nationale, il y a vraiment eu un changement de scénario, une transformation de la mécanique théâtrale, de telle façon qu'à l'instar de la tradition classique française, la tragédie s'achemine toujours vers son terme prévisible. Cependant, tel n'est pas le sujet essentiel de notre discours. De plus, cette passionnante recherche a déjà été entreprise par des penseurs célèbres, et en même temps ignorés, tels que Kwame Nkrumah, Walter Rodney, Julius Nyerere, Segun Osoba, Bala Usman, Samir Amin, Claude Ake, John Ohiorhenuan, M. Nzimiro et quelques autres. Bien sûr, vous savez tous ce qu'il en est advenu de ceux qui étaient devenus trop importants pour qu'on puisse les ignorer, tels K. Nkrumah, Amílcar Cabral et W. Rodney : les puissances impérialistes ou néo-coloniales ont fait en sorte qu'ils n'apparaissent plus que dans les rubriques nécrologiques ! Terminons-en avec cette esquisse historique par une déduction : l'anarchie persiste dans nos existences quotidiennes parce que l'injustice sociale se perpétue parmi nous.

Mais alors, demanderez-vous, en quoi cela concerne-t-il les « Humanités » ? Pourquoi Osofisan se livre-t-il à un tel inventaire d'horreurs devant une assemblée dont la respectabilité s'appuie sur une tradition de citations latines, sur une accumulation de termes abscons et de références hermétiques ?

Si j'ai parlé d'anarchie et d'angoisse, c'est que, aussi étrange que cela puisse paraître, nous tous, réunis dans cette salle, sommes profondément impliqués dans cette dramatique trahison de notre peuple. Poursuivre des études à l'université n'a jusqu'alors consisté qu'à se préparer à l'exercice de la trahison.

Examinez de près l'histoire et vous serez saisi par cette terrible découverte : à chaque étape cruciale du développement de cette anarchie, à chaque embrasement du désordre et de la violence parmi nous, d'anciens étudiants de cette université, comme d'autres universités, ont été parmi les acteurs les plus en vue de ces drames. De nombreux événements essentiels de notre histoire récente ont été les prolongements brûlants de scénarios préparés et exécutés par des diplômés de l'Univer-

sité d'Ibadan, certains d'entre eux figurant parmi nos produits les plus brillants.

Encore une fois, je ne m'é gare pas. Je considère notre université comme le noyau métaphorique de toute la culture intellectuelle nigériane, et mon insistance sur les « Humanités » se concentrera sur l'expérience de notre Faculté.

Répetons-le : les diplômés de l'Université d'Ibadan sont devenus les personnages les plus éminents dans chacun des secteurs de notre histoire socio-politique contemporaine : les affaires, la politique, l'administration, le clergé, le journalisme, l'enseignement, l'armée, etc., sans pour autant, hélas, y jouer un rôle vraiment positif. Les graines de l'anarchie ont été trop souvent plantées et cultivées par les étudiants que nous avons formés ici. Nos anciens étudiants se sont signalés comme les défenseurs des intérêts de classe les plus étroits, des injustices locales les plus criantes, et comme de joyeux participants au pillage orgiaque des ressources de l'État. L'échec de notre expérience socio-politique reflète, à bien des égards, l'échec et l'effondrement de nos idéaux universitaires.

Soyons encore plus précis car le mal nous touche d'encore plus près que vous ne le pensez. Les secteurs d'activité que je mentionnais et où nos étudiants ont été les plus actifs, tels que l'administration, les partis politiques, le journalisme, l'armée, la police et les services de sécurité, etc., sont peuplés de diplômés ès lettres dans la mesure où nous constituons les disciplines les plus nombreuses, les plus fréquentées, et parce que notre histoire est la plus ancienne.

Disons-le carrément, nous, les humanistes, avons été dans le passé récent de notre nation les producteurs les plus efficaces d'agents de l'anarchie. Notre Faculté, avec toutes ses prétentions intellectuelles, a été la matrice secrète où la nation prépare les éléments de son éventuel suicide.

A l'intention de ceux qui contesteraient cet état de choses, un bref rappel de ce passé, même en ne s'en tenant qu'aux épisodes les plus saillants, imposera des preuves nombreuses.

Nos étudiants étaient à la tête des coups d'État de janvier et juillet 1966 ; ils ont joué un rôle essentiel au sein du régime Gowon qui a suivi, tout comme au sein de la hiérarchie du Biafra. Ces faits sont bien troublants ! Des deux côtés de la guerre, nos anciens étudiants ont mené des troupes au combat, se sont tirés dessus, ont fait marcher les machines de la propagande, se sont dépensés comme hauts fonctionnaires ou ambassadeurs mais, surtout, le fait est maintenant bien connu, ont bâti d'immenses fortunes privées pendant que d'autres donnaient leur vie.

Il n'est point besoin d'ajouter que ce sentiment dominant d'échec — comme les outrages qui y répondent — fait également partie, de façon personnelle et très pénible, de cette expérience vécue de l'anarchie qui est le lot de ma génération. L'Université d'Ibadan renvoie à nos propres existences : elle est née en même temps que nous, dans l'immédiat après-guerre. Nous avons été façonnés par les mêmes crises, nous avons perdu à la même loterie de l'espoir et, comme nous, elle a grandi sur un quasi-champ de bataille.

Mais les similitudes s'arrêtent là. Nous étions des enfants en proie à l'inquiétude. L'Université, quant à elle, était considérée par la communauté comme un des moyens de se sortir de ses désordres, au lieu de quoi elle en est devenue partie intégrante.

Dès lors, M. le Doyen, je me pose la question suivante : pourquoi tous ces diplômés, formés aux soi-disant « sciences humaines », n'ont-ils pas jusqu'à présent réussi, même partiellement, à arrêter notre tragique et anarchique dérive vers l'apocalypse ? Pourquoi, en dépit de toutes ces lumières transmises entre leurs mains, avons-nous été incapables de chasser la Bête qui guette, menaçante, aux portes de la cité ? Pourquoi nos diplômés ont-ils été aussi actifs sur les marchés du pillage et de l'avidité, pourquoi se sont-ils montrés des serviteurs zélés des ennemis de notre société ?

Nous avons maintenant, c'est vrai, plusieurs professeurs africains au sein de notre Faculté, mais la mentalité européo-centrique est encore un trait évident de nos modes de pensée. La description que le professeur Ngugi faisait il y a quelques années de la situation en Afrique de l'Est renvoie avec éloquence à notre propre situation.

Nos anciens étudiants, policiers et agents de renseignement, ont dirigé les troupes qui ont brutalisé et réduit au silence les travailleurs qui voulaient exprimer leurs légitimes protestations, exactement de la même façon que les responsables blancs l'avaient fait lors des célèbres émeutes d'Aba et d'Enugu ou lors de l'écrasement du mouvement zikiste.

Ils ont écrit des romans où la culture de notre peuple est tournée en dérision et celle de nos oppresseurs encensée, des textes où les gens ordinaires, dont le travail nous fait tous vivre, sont décrits comme des sauvages, et les masses porteuses de besoins et de revendications reléguées aux oubliettes de l'histoire, tout comme dans les romans colonialistes d'un passé encore récent.

On en trouve au sein de tous les partis politiques ; ils n'y défendent cependant pas le salutaire droit à la différence, mais un vulgaire appétit de pouvoir. Ils sont éditeurs et chroniqueurs des journaux les plus partisans, ils n'ont pas résisté à servir de porte-voix aux opinions les plus atrabilaires et les plus barbares.

Ils sont devenus professeurs et vice-chanceliers dans les moments de pourriture sur nos campus, des moments d'hypocrisie officielle tellement sordide que les étudiants ont été acculés à la révolte. Ils n'ont pas toujours fait preuve du courage et de la droiture que l'on pouvait attendre d'eux face aux pressions politiques venues de l'extérieur.

Il n'est point besoin de continuer ; la liste de ces trahisons est sans fin. Mais voilà pourquoi l'échec de nos universités à contribuer positivement à notre développement national est devenu un sujet fréquent, encore qu'irritant, des éditoriaux des journaux.

« L'effêt de la présence coloniale a été de créer une élite qui a emprunté la langue et adopté le style de vie de ses conquérants. Ses membres prêtaient l'oreille à la voix du dieu des missionnaires, criaient "Alleluia" et levaient les yeux au ciel. Ils tournaient en dérision les anciens dieux et se détournaient avec une horreur

tantôt spontanée, tantôt étudiée, des rites primitifs de leurs peuples... (2). »

Le professeur Ngugi ajoute :

« Aujourd'hui, les aspects les plus ouvertement racistes de notre enseignement ont été supprimés. Mais le système d'éducation réel qui visait à la formation d'esprits serviles, tout en méprisant la paysannerie et les ouvriers des villes, n'a pas été radicalement transformé. L'Europe tend toujours à être au centre de nos écoles et de nos universités. Le changement d'orientation a seulement consisté à produire des hommes aptes à dominer par naissance (3). »

Je crois que ces faiblesses sont graves, et je voudrais vous entraîner dans un parcours de reconnaissance au travers des programmes de notre Faculté, afin que nous puissions en juger par nous-mêmes. Je me consacrerai à nos points forts apparents, à ces départements qui ont connu les plus grands succès ; vous verrez alors sur quels pieds d'argile repose notre colosse.

Je commencerai, naturellement, par le Département d'Histoire qui, depuis des années, est présenté comme l'étendard éclatant de nos réussites incontestables. Rappelons qu'il est toujours considéré, avec raison, comme le premier centre d'étude sur l'histoire africaine, celui vers lequel les chercheurs du monde entier accomplissent leurs pèlerinages périodiques. Ceux qui y travaillent ont été pour leur talent reconnus et respectés par les milieux éclairés.

Mais, comme un étudiant le demandait avec justesse il y a peu, quel est exactement *le type* d'histoire africaine illustré par notre Département ? Dans un essai intitulé *La pauvreté de l'historiographie africaine*, M. Afrigbo souligne d'abord les réussites que constituent l'invention et l'affinement de nouvelles méthodes de recherche, ou l'affirmation de la validité et de l'autonomie de l'histoire africaine, si longtemps niées par les pseudo-savants de l'*establishment* colonial (4). Mais M. Afrigbo en vient à la question cruciale, celle qui a trait à la « qualité » de cette reconstruction du passé africain. Il y a manifestement des « trous » significatifs, certains d'entre eux d'ordre éthique, mais la plupart du temps idéologiques. Je me permets de le citer :

« La pauvreté de l'historiographie africaine repose d'abord sur le fait que ses analyses manquent de profondeur ; elle réside ensuite dans la faiblesse des constructions générales restituant la signification du passé africain ; enfin, elle ne contribue pas directement et suffisamment à la solution des problèmes fondamentaux auxquels se heurte l'agencement social contemporain (5). »

(2) J. Ngugi, *The independence of Africa and cultural decolonisation*, Lagos, Afrographica Publishers, 1977, p. 20.

(3) *Ibid.*, p. 22.

(4) A.E. Afrigbo, *The poverty of African historiography*, Lagos, Afrographica Publishers, p. 25.

(5) *Ibid.*, p. 3.

Nous en arrivons à la démonstration du caractère mythologique de la négritude, cette perspective selon laquelle tout ce qui est noir est beau. M. Afrigbo s'en prend à ses collègues qui, dans leur ardeur à revaloriser le passé africain, transgressent les barrières idéologiques et morales. Ils scrutent avec acharnement tous les courants de notre histoire orale à la recherche d'empires et de héros, glorifiant les tyrans, les impérialistes, les marchands d'esclaves, les psychopathes et autres canailles, tel Mansa Musa qui dilapida sans retenue les deniers publics lors de son voyage à La Mecque, fournissant ainsi, sans le vouloir, des modèles à nos Idi Amin et Sese Seko Mobutu contemporains.

De plus, leurs présupposés scolastiques les amènent à insister surtout sur les aspects politiques de l'histoire, au détriment des autres dimensions, sociale, économique, médicale, technologique, artistique, etc. Ce faisant, ils participent à la dilution de la valeur du progrès humain au sein d'une mythification du pouvoir. Et M. Afrigbo de regretter :

« Il semble que nous ayons absorbé sans aucune critique cette déification de l'État, de l'appareil d'État comme du pouvoir d'État, qui est un aspect essentiel de la pensée historique occidentale (6). »

Demandons-nous quelle sorte de citoyen deviendra l'étudiant qui a été imprégné de ce type d'enseignement. Pourra-t-il ne pas être contaminé par ce que Herbert Read appelait cette « volonté de pouvoir », cette course aux meilleures positions sociales à n'importe quel prix ?

C'est précisément un de nos grands problèmes actuels : dans notre société, et pas seulement la nôtre, l'élite bourgeoise a monopolisé l'État depuis l'indépendance, s'est repliée sur ses affrontements sans merci pour le pouvoir, à la faveur desquels elle est prête à déchirer le reste de la société en factions antagonistes. Jusqu'où les produits de notre Département d'Histoire sont-ils compromis — comme leaders ou comme consultants — dans ces fractionnements, dans ces assauts incessants entre les différents clans, entre les Alafin et les Oni ? J'osais demander, il y a quelques années, dans une conférence quasi suicidaire devant le Département d'Histoire, comment il se faisait que nos professeurs d'histoire aient été aussi facilement recrutés comme hauts fonctionnaires pendant la période des régimes militaires. Le comportement décevant de certains d'entre eux est-il lié ou non à leur formation d'historiens au sein de notre Faculté, à leur conception de l'histoire perçue comme une calvacade de tyrans méprisants ? Je vous laisse le soin de répondre à ces questions.

Ces défaillances idéologiques et morales de notre Département d'Histoire — avec toutes leurs implications pour la société dans son ensemble — sont le symbole du vide intellectuel de notre Faculté.

Prenons un autre secteur réputé solide, les études religieuses, là où la recherche sur les religions africaines traditionnelles semble avoir acquis son statut de légitime autonomie ; à y regarder de plus près, cependant, que voyons-nous ? Tout simplement, que l'enseignement

(6) *Ibid.*, p. 29.

des religions traditionnelles a été récupéré par des ministres du culte chrétien, dont la soi-disant approche « radicale » vise à établir de fausses correspondances entre le christianisme et la religion de nos pères, entre Yahvé, le dieu des juifs, et Olodumare des Yoruba, Chukwu des Ibo, etc. ; un flot d'absurdités dont le véritable objectif est de prouver que l'univers religieux de ces derniers était en fait déjà chrétien ! En d'autres termes, répétons avec Okot P'Bitek que nos chercheurs ne cherchent pas à découvrir la vérité sur les traditions religieuses et à l'enseigner, mais plutôt à « christianiser » ces traditions, à les soumettre aux mythes européens (7). Ce n'est pas une coïncidence si l'étude approfondie et bien documentée du professeur Idowu sur la religion yoruba porte le titre de *Olodumare, Dieu yoruba !* Ni qu'un tel profil scientifique l'a finalement conduit à ce qu'il est aujourd'hui, Mgr Bolaji, chef de l'Église méthodiste !

Idowu et Mbiti — peut-être même Tempels ? — sont les idoles intellectuelles du Département des études religieuses, mais écoutons plutôt le résumé de leurs points de vue tel que nous le présente Onafume Onoge, un de nos critiques les plus pénétrants :

« Si l'on en croit ces deux chercheurs, déclare M. Onoge, toutes les sociétés africaines sont des théocraties... et en tant que théocraties soumises à Dieu "vivant et unique", tous ces systèmes sociaux sont imprégnés de la loi et de la volonté divines. Des sociétés africaines néo-féodales comme les royaumes yoruba, du Bénin ou du Rwanda, sont mises dans le même sac que des systèmes égalitaires tels que ceux des Ba Mbuti, des Tiv et des Urhobo ; tous révèlent la même harmonie, la même concorde inspirées par Dieu. La grande variété de divinités et de forces spirituelles mise en évidence au sein de ces sociétés devient, par ces travaux, une sorte d'auxiliaire théocratique du Dieu unique. La fonctionnalité de classe des croyances, des pratiques et des institutions religieuses dans les royaumes féodaux passe alors inaperçue ; de même, la signification de classe de la vénération des différentes parties de l'anatomie de Oba au Bénin, comme celle de l'absence de culte des ancêtres dans les sociétés égalitaires dépourvues de systèmes lignagers basés sur la propriété... (8). »

Nous pourrions citer bien d'autres distorsions et omissions. Comment expliquer de telles défaillances ?

Pour M. Onoge,

« ... L'approfondissement de ce genre de problèmes aurait probablement mené à la découverte embarrassante selon laquelle la conscience religieuse africaine serait reliée à des conditions matérielles terrestres, plutôt que l'expression d'un postulat idéaliste (9). »

(7) Okot P'Bitek, *African religions in Western scholarship*, Nairobi, East African Literature Bureau, 1970.

(8) O. Onoge, *African religious consciousness and African theologians : a case*

of pseudo-nationalist scholarship, Ibadan, Institut d'études africaines, 1976, p. 13, multigr.

(9) *Ibid.*, p. 14.

Tirons-en deux conclusions qui se rapportent au thème de mon discours.

1) Le Département des études religieuses en dépit de — ou peut-être à cause de — ses enseignements sur les religions africaines traditionnelles, contribue à la formation d'une élite et d'une intelligentsia aliénée dont la psychologie est pénétrée du mythe de la supériorité des institutions européennes sur les institutions africaines et, en conséquence, de l'infériorité des systèmes de croyances africains à l'égard des croyances européennes.

Selon M. Onoge, encore :

« ... l'affirmation d'une commune ethnicité et de la validité de la culture africaine vise à placer cette culture africaine au service de l'évangélisme chrétien. C'est une relation de dépendance et de servilité qu'ils (ces professeurs) infligent à notre patrimoine culturel (10). »

J'ajouterai simplement que les intérêts de nos anciens maîtres coloniaux, qui avaient délibérément introduit le christianisme afin de rationaliser et adoucir leur impérialisme, n'auraient pu être mieux servis.

2) En l'absence de toute perspective matérialiste, l'enseignement des religions dans notre Faculté demeure fidèle aux traditionnelles mystifications idéologiques. Il a perdu sa puissance de catalyseur dans cette expérience continue que constitue chaque société humaine au milieu du grand laboratoire de l'Histoire. De plus, dans le contexte de notre pays où la violence religieuse et la crise des croyances sont un élément essentiel de l'anarchie communément répandue, le « nationalisme culturel défaitiste » des propagateurs des mythes de la négritude dans les études religieuses illustre une immense et collective irresponsabilité. Quels rôles pourront alors jouer les étudiants issus d'un tel département, face au chaos des croyances, s'ils ont, dès le départ, l'esprit aussi fermé, aussi faux et aussi partisan que les ouailles qui les attendent ?

M. le Doyen, Messieurs, si je me suis quelque peu appesanti sur le cas de ces deux importants départements, c'est qu'ils sont des exemples de notre culture intellectuelle à la dérive. S'il m'en reste encore le temps, je voudrais évoquer d'autres domaines.

Prenons, par exemple, le Département d'anglais qui a changé de nom partout excepté à Ibadan, et qui se consacre normalement aux recherches littéraires et linguistiques qui comptent pour une époque. L'essentiel de son travail a consisté à reléguer hâtivement les études shakespeareiennes et à créer, fort heureusement, des ateliers d'écriture et des enseignements de littérature orale, encore qu'on puisse estimer que ces cours soient ici déplacés et relèveraient plutôt d'un département d'études africaines comparatives si nous parvenions à en créer un.

L'évocation de la littérature africaine nous amène à parler du joyau de la longue histoire du Département d'anglais. Celui-ci peut s'enorgueillir d'avoir produit près de quatre-vingt-dix pour cent des écrivains et critiques nigériens, y compris des personnalités comme Achebe, Soyinka, Clark, Irele et Echeruo. C'est un résultat qui peut sembler

(10) *Ibid.*, p. 12.

extraordinaire. Mais, si on inverse la perspective, on doit se poser les questions suivantes : de quelle sorte de littérature s'agit-il ? Quelle a été son importance jusqu'ici pour la vie de la communauté ? Est-ce que l'essentiel de cette littérature a été écrit pour nous ou pour les Européens ? Ou encore, si je peux me permettre de poser la question de façon encore plus pertinente, combien d'entre vous ont lu *Survive the peace* d'Ekwensi, *Never again* de Mwapa ou *Ivbie* de Clark ?

La question est injuste pour ces écrivains car la réponse probable renvoie surtout à votre ignorance. Trois critiques iconoclastes — Chinweizu, Jemie et Madubuike — sont convaincus que les succès de ce qu'ils appellent l'école d'Ibadan-Nsukka constituent une prétentieuse imposture. Je recommande vivement leur ouvrage *Toward the decolonization of African literature* (11) à notre Département d'anglais pour procéder à une mise à jour sereine. Ils reprochent à nos écrivains leur obscurantisme, une prédilection pour les images et les attitudes d'importation, un mimétisme raté des modèles européens (ce qu'ils appellent avec lyrisme la « maladie de Hopkins »), bref leur eurocentrisme outrancier ; autant de défauts, pensent-ils, qui ont été nourris par les professeurs d'Ibadan. Le professeur Echeruo fait notamment l'objet d'une vigoureuse dénonciation : comment expliquer que si peu de ces auteurs africains tant vantés soient vraiment étudiés et que les critères européens continuent de former la grille de la critique autorisée ! La production des étudiants s'inscrit de plus en plus en faux contre les canons poussiéreux enseignés à Ibadan, comme le montre déjà l'œuvre d'un Agbo Areo (12).

Et que dire du théâtre ? Il suffit de jeter un bref regard sur les programmes, de considérer les points de vue idéologiques des professeurs et les performances des étudiants à l'extérieur pour juger que les déclarations faites par le professeur Adedeji à sa leçon inaugurale en 1978 constituent dans le meilleur des cas une plaisanterie, à moins qu'il ne s'agisse d'une creuse et idéaliste vantardise :

« Nous considérons le théâtre comme une discipline évolutive qui suscite une nouvelle littérature, une nouvelle dynamique du langage et de nouvelles sensibilités... nous n'enseignons pas le théâtre comme un objet ; nous enseignons l'essence même de la créativité. Il s'agit de conditionner l'étudiant de telle façon qu'il considère le changement comme un phénomène de progrès. L'art théâtral est un art d'évolution (qui peut également conduire à la révolution) (13). »

(11) Chinweizu, Jemie, Mabduike, *Towards the decolonization of African literature*, Enugu, Fourth Dimension Publishers, 1980. Leur argumentation est parfois exagérée et arbitrairement illustrée ; mais, sur le fond, leur point de vue (les auteurs africains doivent répudier certains modèles européens obscurantistes et produire une littérature plus accessible) rejoint celui des critiques marxistes Biodun Jeyifo, O. Onoge, N. Medjigbodo et les éditeurs de *Positive Review*.

(12) Agbo Areo : cet ancien étudiant est actuellement l'éditeur de romans destinés à un public populaire dans la collection *Pacesetters* (MacMillan). Il a même publié deux titres dans cette collection (*Director* et *The hopeful lovers*).

(13) J.A. Adedeji, *The theatre in an African University*, Ibadan, Ibadan University Press, 1980, p. 15.

Quelle déclaration courageuse ! Mais il est permis de se demander quelle sorte de « drame africain révolutionnaire » jouait le chef actuel du Département des Arts dramatiques quand il accepta de verser la somme étonnante de sept mille nairas (!!!) pour des rituels de purification douteux dans la rivière Ogunpa afin de prévenir d'éventuelles inondations. Ce comportement n'est pas seulement un autre exemple d'anarchie, c'est également ce que M. Soyinka appelle « un acte déplorable d'atavisme, qui ne sert absolument à rien si ce n'est à verser quelques gouttes de schnaps de plus sur de vieilles gencives ». M. Soyinka ajoute une observation fondamentale que je ne résiste pas au plaisir de vous livrer :

« La seule objection que l'on puisse légitimement faire... c'est que l'on n'ait pas essayé de savoir si, à la place de l'argent durement gagné par le public, la rivière n'aurait pas préféré qu'on lui jette la personne même du président du Conseil des Arts... (14). »

Ces défauts que j'ai soulignés, M. le Doyen, se retrouvent à des degrés divers dans tous les départements. La culture que nous enseignons continue d'être partout définie comme « la défense du familier au détriment de l'exceptionnel, des valeurs établies au détriment de ce qu'il reste à découvrir », pour reprendre les termes de Raymond Williams. La connaissance devient alors une mystification, un fétiche, un simple sésame pseudo-culturel pour accéder aux classes sociales plus élevées ; les méthodologies séparent soigneusement les textes des contextes, réduisent la pensée à des îlots isolés. Par cette subversion, mais sans grande subtilité, les modèles européens continuent de dominer notre pensée, de définir les canons de notre goût. C'est cette connaissance morte qui occupe largement l'espace de nos disciplines ; elle flotte au-dessus et se coupe de la banale existence quotidienne de la communauté à laquelle nous appartenons aussi. Les « Humanités » à Ibadan sont si rigides et si conformistes qu'elles n'auront bientôt plus rien à voir avec la vie des hommes ; elles ne concerneront que les cadavres.

Le sociologue Pierre Van den Berghe note que « la plupart des étudiants vont à l'université parce qu'un diplôme constitue leur passeport vers la sécurité économique et le succès professionnel. L'éducation est pratiquement le seul moyen d'échapper à la pauvreté sa vie durant, ou de se maintenir à un niveau satisfaisant ; mais les perspectives de succès sont limitées, les enjeux considérables et la compétition féroce. Cette éducation revêt alors un caractère pénible » (15).

Nous ne nous attachons guère, nous les professeurs, à alléger cette ambiance. C'est elle que nos étudiants vont emmener avec eux, au-delà de nos enceintes, et qui va transplanter dans leurs vies d'adultes une

(14) Wole Soyinka, *The critic and society: Barthes, leftocracy and other mythologies*, Ife, Ife University Press, 1982, p. 46.

(15) P. Van Den Berghe, *Power and privilege at an African University*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1973, p. 165.

mentalité résignée et étroite, un jugement faussé et des valeurs perturbées, de vulgaires appétits de classe. Chaque année, ils arrivent, certains d'entre eux éveillés et décidés, mais, pour la plupart, totalement ignorants. Après trois ou quatre années passées en notre compagnie, ils s'en vont, revêtus de la toge, pleinement habilités à exercer leur ignorance pour le restant de leur vie et à être payés pour cela.

Ainsi, sur notre campus, il n'y a jamais de stimulation, de défi de la part de nos étudiants, simplement de la passivité ou de la fausse combativité ; les professeurs sont traités comme d'infaillibles oracles même quand ils prononcent des absurdités. Ce n'est pas dans de tels esprits qu'une idéologie humaniste et progressiste pourra s'implanter et s'épanouir. Si le cas des enseignants est lamentable, le Nigeria a également besoin d'une communauté d'étudiants vibrante et rénovée.

Je persiste à croire, Messieurs, que les « Humanités » peuvent contribuer au progrès humain, même si dans le cadre spécifique des liens avec notre communauté nous avons enregistré un bien triste échec. Comme j'ai essayé de l'expliquer, le problème a été notre lâcheté ou notre incapacité à faire face au destin réel de notre société tel qu'il s'est incarné dans les expériences contemporaines, et à nous y accrocher hardiment. Nous nous sommes surtout préoccupés de produire des diplômés, alors que nous aurions dû nous attacher à former des *citoyens*, des hommes et des femmes capables de diriger le char de l'État et d'orienter nos aspirations collectives vers un idéal.

J'ai essayé, ce soir, de nous aider à une salutaire redécouverte de nous-mêmes. Nous devons, dans tous les secteurs de notre vie, abattre les vieux sophismes et essayer de nous régénérer. Les « Humanités » doivent être transformées dans leur définition, la conception de leur autonomie et de leur pertinence, comme dans leurs programmes et leur utilité. Pour y aboutir, nous devons commencer par développer une éthique humaniste, responsable et dynamique.

Avant de revenir m'asseoir à mon banc, permettez-moi, Messieurs, de résumer rapidement les principaux points que je viens d'évoquer :

1) Les « Humanités » ne sont pas une technologie, elles n'ont pas de techniques ou de méthodes pratiques à enseigner si ce n'est celles de l'analyse ou de la synthèse. Dès lors, elles ne sont pas matériellement utiles à la société. Leur potentiel réside ailleurs.

2) Le potentiel positif existe intrinsèquement. Là où les « Humanités » ont une portée, elles inculquent des habitudes de pensée et de comportements ; diffusent le goût des valeurs, de l'honnêteté et de la qualité ; provoquent des attitudes libératoires à l'égard de la société et de l'histoire. En bref, elles créent et amplifient ces vertus essentielles grâce auxquelles une société détermine, à tout moment de son histoire, les orientations profitables qu'elle doit suivre.

3) Si on en juge par les résultats obtenus par nos anciens étudiants dans leur vie publique, nous avons échoué à remplir ce rôle dans notre pays.

4) Les raisons de cet échec sont précises. Elles doivent être recherchées en nous-mêmes et dans nos orientations :

- a) l'absence d'une idéologie dynamique de la culture dans nos facultés ;
 - b) l'absence d'une culture intellectuelle authentique marquée par la curiosité et le doute systématique (j'ajouterai ici le manque de professeurs exemplaires, inspirés, car nous sommes tous piégés par le « syndrome de la brouette ») ;
 - c) l'absence de stimulation et de participation de la part des étudiants ;
 - d) l'absence, de mon point de vue, de la confiance en nous-mêmes et en notre capacité à « créer du progrès ».
- 5) Cette situation n'est pas désespérée, ni sans remède, pour peu que nous sachions nous remettre en cause et changer d'objectifs et de méthodes.

J'en resterai là. Le fait d'avoir à prendre la parole en cette occasion et la frayeur que j'en ai conçue resteront gravés dans ma mémoire, même si je ne réussis pas à nous arracher à notre pacte avec l'anarchie. Mais, après tout, aucun homme seul, aucune voix isolée n'a pu changer le cours de l'histoire. Ces dernières années, le fait de pénétrer dans cette faculté, d'être confronté aux visages inexpressifs du personnel comme des étudiants, était une épreuve quotidienne. Même nos vieux murs écaillés semblaient porter un deuil perpétuel.

Mais je reprends courage grâce à ces mots de Fanon qui traversent mon anxiété comme une accolade réconfortante et sur lesquels je terminerai :

« Chaque génération doit dans une relative opacité découvrir sa mission, la remplir ou la trahir (16). »

Il est temps pour notre génération de se secouer, et d'entreprendre la marche qui va de l'anarchie vers l'histoire.

(Traduit de l'anglais par Jean-Louis Balans.)

(16) F. Fanon, *Les damnés de la terre*, Paris, Maspéro, 1970, p. 141.